

Propositions pour une architecture du pouvoir juste et démocratique

contribution au Sommet des Peuples

Rio+20

Juin 2012

Sommaire

INTRODUCTION	3
I. PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE JUSTE ET DÉMOCRATIQUE.....	4
II. REPENSER L'ARCHITECTURE DU POUVOIR, REPENSER LA DÉMOCRATIE.....	6
III. LES ACTEURS, LEURS RELATIONS, LEURS CONTRADICTIONS	11
1. Les transnationales.....	11
2. L'État.....	11
- Dialectique entre la Société et l'État.....	12
- Le rôle de l'ONU.....	12
- La Chine.....	13
3. Les personnes, les communautés, la société civile et une nouvelle relation avec la nature	13
4. Les territoires.....	14
5. Les pouvoirs cachés.....	15
CONCLUSION	16

Ce document a été préparé par Gustavo Marín avec les apports d'Arnaud Blin, Cândido Grzybowski, Ricardo Jiménez, Jorge Romano et Carles Riera à partir du débat consacré à l'architecture du pouvoir qui s'est déroulé à l'occasion du séminaire à Rio de Janeiro du 10 au 12 août 2011 organisé par IBASE, le Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale (FnGM) et EURALAT. Il a servi également comme texte de base du groupe Gouvernance et Architecture du pouvoir du Forum social thématique de Porto Alegre du 24 au 29 janvier 2012.

INTRODUCTION

Vingt années sont passées depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992. Le monde n'a cessé de changer, profondément, rapidement. Cette période a été marquée par des événements significatifs : la chute du mur de Berlin en novembre 1989, le Sommet de la Terre à Rio en 1992, la libération de Nelson Mandela en 1990 après 27 ans passés en prison et son élection en tant que président de l'Afrique du Sud en 1994, l'avènement et la généralisation de la communication par internet depuis la fin des années 90, entre autres, ont signifié l'entrée de l'histoire dans un nouvel âge. D'autres faits ont laissé des empreintes qui ont fait reculer les avancées réalisées. Chacun, selon ses racines géographiques et sa vision du monde pourrait identifier les événements historiques qui ont marqué les vingt dernières années. Les visions sont, heureusement, multidimensionnelles. Mais il en émerge un horizon commun. Le monde est entré dans une longue phase de transition où les crises successives se combinent et s'entremêlent. Dans cette zone de turbulences que nous vivons dans l'histoire des premières années du 21^{ème} siècle, nous avons l'occasion d'ouvrir les portes et les fenêtres à de nouvelles civilisations, plurielles et solidaires. Certes, l'avenir est imprévisible et sera sans doute différent de celui que nous pourrions imaginer. Mais un autre monde est visible à l'horizon. Pour traverser et dépasser cette zone de turbulences, il nous est nécessaire de compter sur des plates-formes solides qui nous permettent de faire le chemin en marchant. C'est en ce sens que nous avons voulu mettre ce Cahier de propositions pour une architecture du pouvoir – juste et démocratique – entre vos mains.

I.

Propositions pour une nouvelle gouvernance juste et démocratique

Construire une nouvelle gouvernance n'est pas seulement une question institutionnelle ou de réflexion qui renvoie aux champs de la politique ou de la sociologie. Toute proposition et conception de gouvernance dépendra de l'action et la mobilisation de larges majorités de personnes, d'acteurs, de mouvements et de peuples. C'est elle, la question décisive. Et dans cette action et mobilisation, les idées et les propositions jouent un rôle clé. C'est pour cela qu'il faut repenser l'architecture de la gouvernance en l'intégrant dans la perspective d'une biocivilisation pour la durabilité de la vie et de la planète. L'architecture d'une gouvernance citoyenne, solidaire et juste doit reposer sur des piliers éthiques et philosophiques solides. Elle doit aussi s'appuyer, et en retour rendre possible, une nouvelle économie orientée par la justice sociale et environnementale. En tout cas, il faut inventer ensemble les réponses aux défis du présent à partir de notre enracinement dans chacun de nos contextes, dans chacun de ceux des peuples. Cela implique de reconnaître les différentes sagesse présentes dans tous les continents, chez tous les peuples, sans prétendre à ce que l'une d'entre elles soit la référence indiscutable. Il faut élaborer les fondements d'une nouvelle gouvernance dans un esprit critique et démocratique.

Pour cette raison, entre autres propositions pour avancer dans le processus de transition historique dans laquelle nous sommes immergés, il faut :

- concrétiser des changements profonds dans l'éducation, une éducation qui éduque à une nouvelle démocratie et un nouveau rapport de la société avec la nature ;
- promouvoir une éducation aux droits et aux responsabilités ;

- promouvoir la culture et l'économie du soin afin de repenser la politique, combattre la domination patriarcale et promouvoir l'équité dans les rapports entre les sexes, une division et une distribution du travail justes et socialement utiles, une nouvelle économie centrée sur les biens communs ;

- assumer la régulation des sciences et des technologies et permettre leur démocratisation et leur contrôle populaire et citoyen en tant que bien commun ;

- récupérer, valoriser et rendre visibles les expériences porteuses d'alternatives qui sont déjà en cours, surtout dans les territoires locaux, urbains et ruraux, en recherchant les conditions de leur multiplication et de leur élargissement ;

- susciter la démocratisation de l'information et de la communication comme condition de base nécessaire pour radicaliser la démocratie ;

- favoriser la capacité de participation en combinant l'information, la consultation et la capacité de décision pour que les espaces de participation puissent former des mécanismes de changement de l'État et des représentations. Dans les luttes pour la transformation des systèmes politiques, comme par exemple celle des « indignés » en Espagne, les mouvements sociaux en Tunisie et en Égypte, le mouvement d'étudiants au Chili, la composante mobilisatrice et critique inclut et dépasse les acteurs traditionnels – syndicats, partis et autres – et trouve comme acteur fondamental la personne, qui cherche à agir en tant que personne mobilisée et critique dans une vaste conjonction avec des milliers d'autres personnes. Il s'agit de favoriser une gouvernance qui ne réduise pas le citoyen au statut de client ou de consommateur de la politique, mais le fasse devenir un sujet actif de cette gouvernance.

- lier la transformation personnelle et les transformations collectives. La démocratisation n'est possible que si elle s'enracine dans les manières de penser, de sentir et d'agir de chacun. Réciproquement, les changements dans les processus et les institutions peuvent consolider les changements personnels. Il y a alors aussi un rapport dialectique entre la transformation personnelle et les transformations collectives.

Parallèlement à la mise en avant de propositions d'ordre social et culturel, aux niveaux individuel et collectif, il est nécessaire de mettre en relief également quelques propositions en vue des transformations des systèmes politiques, en tenant compte du fait que nous nous trouvons devant des contextes historiques dont les régimes politiques sont divers, qu'ils soient démocratiques ou autoritaires. Parmi eux, le défi de la démocratisation de la Chine, en premier lieu, apparaît comme une borne inévitable pour avancer sur le chemin vers une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète. Cependant, le défi de la démocratisation du système politique chinois, pour ne citer que celui-là, ne doit pas occulter les défis historiques qu'implique la démocratisation de la démocratie au sein des régimes, avant tout ceux des pays dominants, qui bien que basés sur des élections périodiques, non seulement maintiennent un modèle économique et social injuste, mais en plus sont responsables des graves problèmes qui portent atteinte à la vie et à la planète.

On peut avancer plusieurs pistes :

1. Rénover et démocratiser les partis politiques. Les partis ont été une innovation significative pour traduire la diversité des visions et des options des citoyens sous les régimes démocratiques. Il ne convient donc pas de les rejeter tout bonnement. Il est vrai, aussi, que les partis politiques, à quelques rares exceptions près, se sont transformés en instruments qui reproduisent les modèles patriarcaux et hiérarchisés de la domination, sans parler des pratiques de corruption ou anti-démocratiques de bien de leurs dirigeants. Rénover et démocratiser les partis politiques est faisable. On peut mettre en pratique de multiples initiatives : changer régulièrement leurs dirigeants, donner la priorité aux jeunes et aux femmes pour les postes de responsabilité, informer régulièrement les sympathisants et le public général, consulter les citoyens réunis en assemblées locales...

2. Ouvrir des espaces dans les médias – télévision, radio et presse écrite – pour les citoyens et leurs organisations. Il existe d'ores et déjà des initiatives qui ouvrent les médias à la voix des citoyens à travers le téléphone et les forums internet. Ces espaces peuvent être plus consistants et pédagogiques si cette voix est

non seulement davantage écoutée, mais aussi canalisée par la mise en œuvre de mécanismes qui gardent la trace des opinions et les articulent pour donner corps à des visions et des propositions plus structurées et solides émanant d'un dialogue ouvert.

3. Affirmer la parité. Les expériences des gouvernements, institutions, organismes où les femmes sont plus nombreuses et la parité est respectée sont fécondes. Il faut assurer le respect de la parité non seulement dans les candidatures, mais en plus dans les positions de responsabilité à commencer par les présidences de gouvernements, les cours de justice, les présidences de parlement...

4. Financement public. Il est indispensable que le financement des partis politiques et de toute organisation qui postule à des charges de responsabilité publique provienne de fonds publics gérés de manière transparente. Autrement, la corruption rongera les corps politiques et dénaturera l'exercice du pouvoir. Il est indispensable de séparer complètement les intérêts privés des postes de responsabilité publique et les rémunérations des responsables doivent être modestes et donner l'exemple du service.

5. Rapprocher les parlements des citoyens. L'action de légiférer ne doit pas se limiter aux seuls députés et sénateurs. Certes, ils votent les lois, mais il est nécessaire de mettre en place des canaux formels d'élaboration conjointe des décisions législatives avec les acteurs sociaux directement concernés. Il faut inventer les nouveaux parlements du 21^{ème} siècle. Il faut discuter par exemple le budget et les lois sur l'enseignement avec les organisations d'étudiants, de professeurs, de parents et délégués... Il en va de même pour les sphères de la santé, du logement, des infrastructures... Il faut inventer de nouveaux mécanismes de dialogue entre parlementaires et la société pour éviter que les parlements ne se transforment en espaces fermés ou élitistes éloignés des revendications citoyennes.

6. Organiser des plébiscites, référendums, conférences de consensus, en incitant à la participation de la majorité des citoyens. Il faut éviter cependant l'abus de ces mécanismes de consultation, puisqu'ils peuvent provoquer des tensions et générer des ressentiments difficiles à dépasser et oublier. Il faut réguler et préparer les mécanismes de consultation de façon à ce l'on assure au mieux des décisions renseignées et méditées.

7. Promouvoir des assemblées et des conférences territoriales, communales, nationales et régionales jusqu'à ce que l'on atteigne le niveau mondial. Nous

assistons à une tendance croissante, bien que différente selon le pays ou la région, de recherche d'une participation accrue des citoyens et des peuples dans les décisions particulières et générales qui concernent la vie sociale, économique et culturelle. Les conférences locales, nationales et continentales par thèmes prioritaires relatifs à l'éducation, la santé, le sport, le logement... qui permettent une participation organisée de larges pans de la population sont des mécanismes dont l'importance a déjà été vérifiée. Ainsi, la convergence des divers secteurs sociaux et professionnels en assemblées citoyennes à tous les niveaux, en élaborant collectivement des propositions et en évaluant les plans de développement dans les divers champs, sont des initiatives émergentes dans nombre de pays. Ces assemblées sont encore embryonnaires, mais elles sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important car elles constituent des récipients plus durables et consistants que les manifestations qui, bien que légitimes et nécessaires, sont éphémères. En effet, les changements des systèmes politiques capables de cimenter une nouvelle architecture du pouvoir du local jusqu'au mondial doivent nécessairement être durables et soutenables. Ces tâches peuvent paraître utopiques, mais elles apparaissent déjà comme ferments d'une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète.

II.

Repenser l'architecture du pouvoir, repenser la démocratie

La grande mutation de l'architecture du pouvoir de l'échelle locale à l'échelle mondiale dans laquelle l'humanité est entrée en ce début du 21^e siècle (mutation qui était déjà en germe à la fin du siècle dernier) s'articule autour de deux événements simultanés, reliés entre eux à certains égards. Le premier est la mondialisation. Il ne s'agit pas, évidemment, d'un phénomène nouveau mais vers la fin du 20^e siècle la mondialisation a atteint un seuil critique où les divers phénomènes ont totalement dépassé les compétences et capacités des États, d'autant plus que ces derniers continuent à fonctionner selon le principe de l'« intérêt national ». Le second phénomène, qui s'était déjà traduit de manière dramatique dans les années cinquante par la menace d'un cataclysme nucléaire puis dans les années soixante-dix par les premiers indices d'une détérioration rapide et préoccupante de l'environnement, est la prise de conscience du fait que le mode de production et de consommation des deux derniers siècles, et tous leurs excès, ont conduit à une étape critique de l'histoire où l'être humain peut non seulement s'autodétruire en tant qu'espèce mais aussi détruire la planète.

Repenser l'architecture du pouvoir, repenser la gouvernance mondiale

Dans ce contexte, il est évident que les modes de gouvernance sont décalés par rapport à l'urgence et la complexité des problèmes. De la mondialisation et de la prise de conscience des dangers pour la vie et la planète émerge la conviction que, d'un côté, nous sommes confrontés à des problèmes entièrement nouveaux d'une complexité et d'une urgence extrêmes (migrations, crises financières, dégradation écologique...) et que, d'un autre

côté, nous ne disposons pas de modes de gouvernance en adéquation avec la résolution de ces problèmes.

Mais qu'est-ce que la gouvernance mondiale ? Au-delà des définitions plus ou moins complexes de ce que pourrait être la gouvernance mondiale et des conceptions technocratiques que recouvre ce concept, nous préférons penser à la gouvernance mondiale simplement comme *la gestion collective de la planète*, conception qui a peut-être le défaut d'être large mais qui permet, en revanche, d'explorer toutes les dimensions de ce que devrait être, pourrait être une gouvernance juste et démocratique, sachant que cette dernière doit dépasser le cadre restrictif de ce qu'ont été les « relations internationales », seul et unique prisme qui a servi jusqu'à présent à percevoir les relations qui dépassent le champ limité de l'entité politique dominante, l'État-nation.

Si nous devons tirer une conclusion des 20 dernières années c'est que, dans l'état actuel des choses, nous ne disposons pas de structures adéquates pour aborder et résoudre tous les problèmes qui aujourd'hui convergent. Les États, en premier lieu les grandes puissances et les puissances émergentes, sont de toute évidence parties prenantes dans l'élaboration de nouvelles réponses. Mais ils constituent également une force d'inertie qu'il faudra forcément dépasser. L'évolution du monde au cours des dernières décennies rend obsolète une pratique des relations internationales basée sur les intérêts nationaux et les rapports de force, que le système de l'ONU a d'ailleurs atténués mais sans pour autant avoir modifié ses fondements.

Cette indéniable interdépendance entre les États pour ce qui concerne, para exemple, l'économie, l'environnement et les questions de sécurité, et la suprématie du

principe de l'intérêt général collectif nécessitent non seulement une coopération plus profonde dans le système international, mais aussi la reconnaissance du rôle fondamental de la solidarité internationale et de ses acteurs dans les procédures de prise de décision.

En ce qui concerne la société civile, de nombreuses années de mobilisations en lutte contre les inégalités sociales, en faveur de la régulation du changement climatique et contre l'érosion de la biodiversité, ainsi que les revendications d'une redistribution plus juste des richesses ont également permis de réels changements. Néanmoins, la situation dans laquelle se trouvent notre planète et la majorité de la population mondiale reste extrêmement précaire : famines, non accès aux services essentiels, violation des droits humains, dévastation des écosystèmes...

En témoignent les populations qui subissent guerre, faim, migrations forcées, inondations et attentats. Nous pouvons y ajouter les réseaux mafieux de trafic de stupéfiants, d'enfants, de femmes et d'hommes, ceux et celles qui se déplacent par millions à la recherche d'un lieu où ils pourraient supporter un peu mieux les dures conditions de l'existence quotidienne. Dans les quartiers pauvres de certaines villes, grandes et petites, de tous les continents, il existe de véritables guerres sociales, plus ou moins ouvertes, qui sont l'expression permanente de l'exclusion et des inégalités économiques et sociales.

Les guerres et les conflits auxquels nous nous trouvons confrontés aujourd'hui ont des causes diverses : inégalités économiques, conflits sociaux, sectarismes religieux, disputes territoriales, contrôle des ressources fondamentales telles que la terre et l'eau... Dans tous les cas elles illustrent une crise profonde de la gouvernance mondiale. Et si le nombre de conflits traditionnels entre États a diminué ces dernières années, pour autant les conflits actuels ne sont pas moins violents et ils affectent, de plus en plus fréquemment, les populations civiles et les régions les plus fragiles, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

La chute du mur de Berlin en 1989, le triomphe de Nelson Mandela en 1994, l'arrêt de Pinochet à Londres en 1998, entre autres, ont fait croire un moment que le système de gouvernance mondiale dans le cadre des Nations Unies pourrait permettre une résolution multilatérale des conflits et un exercice de la justice au niveau international. Mais en même temps, la guerre de Balkans, le génocide du Rwanda en 1994 et les tensions en augmentation au Moyen-Orient ont été des signes prémonitoires d'une recrudescence des conflits.

Les événements du 11 septembre 2001, les guerres en Afghanistan et en Irak, récemment la guerre en Lybie

et les tensions grandissantes dans le monde arabe révèlent, entre autres, que les conflits peuvent devenir mortifères non seulement pour les belligérants directement impliqués, mais pour le monde entier. Les dirigeants bellicistes de certaines grandes puissances, au premier chef la plus importante, les États-Unis, ont fait et continueront à faire de la guerre le moyen pour affronter les conflits.

Au-delà des guerres, d'autres dangers menacent la paix et la solidarité. La montée en puissance des populismes, des intégrismes, des nationalismes est devenue une réalité de plus en plus massive dans les grandes sociétés démocratiques, non seulement en Europe occidentale et de l'Est, mais aussi en Asie et en Amérique. Certains pays d'Afrique tentent de sortir de leurs crises, mais de grandes régions restent profondément embourbées dans des crises permanentes, entravées par des régimes autoritaires et corrompus, et des pans entiers de la population survivent dans des conditions de misère.

Dans ce contexte, dans de nombreux États émergés des indépendances, dont les institutions ont été pour une grande part « imposées » à la société, l'exercice du pouvoir est jugé illégitime par la population elle-même. La démocratie représentative telle que pratiquée dans beaucoup de pays est vue par la majorité comme un système qui permet à une minorité de s'approprier la totalité du pouvoir et des richesses.

Les confrontations deviennent multiples et récurrentes et le multilatéralisme économique, politique et militaire se voit entravé par les tensions bellicistes et idéologiques excluantes. Par conséquent, il reste actuellement difficile d'asseoir les bases réelles de nouvelles institutions adéquates à toutes les échelles de la gouvernance, du local au mondial.

Repenser la démocratie

Les appareils étatiques hérités du passé, qu'ils soient exécutifs ou législatifs, ne permettent pas de répondre à la complexité des sociétés contemporaines et, souvent, la corruption pénètre profondément la gestion des entreprises privées et des sphères publiques. L'abîme qui sépare la société civile des institutions publiques a atteint des profondeurs dangereuses dans la majorité des pays. Le résultat en est que même le système institutionnel existant, et avec lui la notion de démocratie, sont remis en question. Les partis politiques mêmes se montrent incapables de réfléchir à une citoyenneté de plus en plus complexe. La démocratie nécessite des mouvements forts, mais ces mouvements sociaux et les organisations

de la société civile ne résolvent pas la question centrale de la légitimité du pouvoir dans la société.

Nous nous trouvons devant des systèmes démocratiques eux-mêmes très divers et complexes. Dans différents pays et régions ce sont des démocraties traditionnelles qui se traduisent par des régimes parlementaires ou présidentiels, dans d'autres ce qui prend corps ce sont des systèmes démocratiques basés sur la prédominance de groupes à base ethnique, dans d'autres encore les systèmes démocratiques sont ouvertement liés à des orientations religieuses.

Le risque politique qu'implique ce genre de situation est évident. L'histoire récente montre qu'un système institutionnel participatif est non seulement plus juste, mais aussi plus efficace qu'un régime autoritaire. Mais, comment inverser la tendance actuelle de discrédit de la démocratie dans l'imaginaire social ainsi que dans les pratiques politiques ?

Et pourtant, il y a des avancées. À plusieurs endroits nous pouvons identifier des innovations économiques, sociales, technologiques ou culturelles prometteuses. On pourrait penser qu'elles ne réussiront pas à inverser la tendance vers une aggravation des conflits et une détérioration de la relation de l'humanité avec la nature. Mais il convient de penser que nous nous trouvons à l'aube d'une nouvelle étape de l'histoire. Dans divers pays et régions, de milliers de citoyens manifestent leur indignation, ayant compris clairement la nature injuste de la gouvernance économique et politique dominante.

Comment aborder ces problèmes de gouvernance mondiale ? Comment préserver ce qu'il se doit de préserver ? Comment changer ce qu'il faut changer ? L'architecture du pouvoir mondial peut-elle être rénovée ou est-il nécessaire d'asseoir les bases de nouvelles fondations pour une nouvelle architecture du pouvoir ?

Malgré le fait que l'établissement d'organismes internationaux ait facilité l'adoption d'accords et la capacité d'alimenter la coopération, nous ne pouvons que continuer à constater un décalage démesuré entre ces organismes et les défis auxquels l'humanité se voit confrontée. Il n'existe pas d'espace de négociation internationale. Le Conseil Économique et Social (ECO-SOC) n'arrive pas à jouer son rôle de coordinateur des activités onusiennes en matière de développement. De même, la Commission du développement durable n'arrive pas à garantir une cohérence entre les diverses dimensions économiques, sociales et politiques du développement soutenable.

Quelle société mondiale voulons-nous ?

Avant de proposer quelque réforme institutionnelle que ce soit, une première question est incontournable : Quelle société mondiale voulons-nous ?

La dimension éthique est vitale. C'est en explorant et en valorisant les fondements éthiques qui ont soutenu les civilisations que nous apprendrons à dépasser nos différences. Les bases éthiques d'une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète nous permettront de répondre à la grande question qui doit rester en vigueur lorsque nous entreprenons la construction d'une nouvelle architecture du pouvoir. Comment reconstruire l'universel à partir des civilisations ? Nous ne pourrons avancer réellement que si nous abordons sans restriction aucune ces thèmes difficiles mais essentiels. Les nouveaux principes de la gouvernance doivent transcender les frontières nationales en responsabilisant les États, les entreprises et aussi les citoyens, chacun selon leurs possibilités, dans leurs responsabilités individuelles et collectives à l'égard de l'intérêt général, celui de la planète et de ses habitants. Ces principes posent de nouvelles conditions en matière de légitimité de l'action collective, de la compétence, de l'exercice de la citoyenneté conformément au respect des droits humains et de la résolution des tensions entre le local, le national et le mondial.

Pour faire face aux défis actuels nous avons besoin que tout le monde agisse. Les communautés plurielles s'instituent depuis l'échelle du quartier jusqu'à l'échelle planétaire. La diversité culturelle est un fondement essentiel de la communauté mondiale, l'union de nos diverses communautés politiques, religieuses, associatives... elle est une condition indispensable pour construire un nouveau système de gouvernance juste et démocratique.

Explorer les chemins pour changer la gouvernance

Pour repenser l'architecture actuelle de la gouvernance mondiale et proposer des alternatives pour une nouvelle architecture juste et démocratique, il faut identifier les acteurs et les espaces qui sont déjà en train de la configurer.

Il faut garder à l'esprit qu'il s'agit de processus et non seulement d'institutions. Tout espace politique de pouvoir, de participation, de représentation est un espace de lutte, de rapports en tension, autant les espaces existants que ceux qu'il faudra créer, car ils seront à leur tour des espaces en dispute.

Pour cette raison, il faut veiller à questionner les concepts, voire même les mots que l'on utilise, tels qu'architecture ou gouvernance, car ils peuvent donner l'impression que l'on parle d'univers statiques et en équilibre. Au contraire, l'architecture de la gouvernance est un ensemble complexe, dynamique, contradictoire d'espaces, d'institutions et d'imaginaires où de multiples acteurs se disputent dans des rapports de force en changement perpétuel. Dans ces disputes, les idées (les mots) et les mobilisations d'acteurs sociaux interagissent et se nourrissent réciproquement, et ensemble, jouent un rôle d'alimentation de la dynamique des changements.

En outre, pour cette raison, il faut garder à l'esprit que quel que soit le schéma de gouvernance, il y a deux plans : l'institutionnel et celui d'autres facteurs et rapports de force qui opèrent au-delà des institutions qui ne sont qu'une partie (variable selon le cas) du pouvoir. Cela ne veut pas dire que les institutions ne sont pas des instances de « vrai » pouvoir : elles le sont aussi, selon la situation concrète, et bien qu'elles ne représentent qu'une des dimensions du pouvoir réel, elles sont également des espaces en dispute.

La nouvelle architecture politique se construit simultanément à deux grandes échelles : la locale, celle du territoire (les États correspondent également à cette échelle locale, aussi divers qu'ils soient), et la mondiale, qui renvoie non seulement à l'interétatique, mais aussi et surtout aux nouveaux espaces transnationaux et mondiaux.

Il y a deux « moteurs » dans les processus de construction de la gouvernance. C'est à l'échelle locale que se joue la vie quotidienne des uns et des autres, et c'est à l'échelle mondiale que, de plus en plus, se décident les politiques qui affecteront cette vie quotidienne. L'échelle des phénomènes grandit sans arrêt : migrations, pandémies, crises climatiques, crises financières... Mais le territoire, le local, la démocratie de proximité reste la base à partir de laquelle on pourra construire une nouvelle architecture de la gouvernance. Néanmoins, la dimension mondiale, en cette époque de mondialisation de plus en plus accélérée des flux financiers et commerciaux, de circulation de l'information et des personnes, conditionne la vie quotidienne au niveau local. Pour cette raison, il faut proposer et concrétiser des changements de gouvernance à l'échelle locale en même temps qu'à l'échelle mondiale. Il existe un rapport dialectique entre ces deux grandes dimensions de la gouvernance.

Il existe en plus une dimension intermédiaire. Entre le local et le mondial se trouve le régional. Cet espace

prend forme progressivement et les organismes continentaux jouent également un rôle important dans l'architecture de la gouvernance. En général, ces organismes régionaux reproduisent des schémas de régulation qui répondent aux intérêts des grands États et entreprises ; ils constituent néanmoins eux aussi des espaces en dispute. Parmi les innovations qu'il faut mettre en œuvre il est indispensable de soutenir l'émergence de ce niveau régional, intermédiaire entre les États et le monde. Il ne faut pas que les tensions stériles entre les États en viennent à démeriter l'exemple de la construction européenne. L'Europe a été un effort historique de construction d'un ordre supranational fondé sur la convergence économique et le droit communautaire. C'est pour cela qu'il faut revendiquer les espaces régionaux comme des moyens pour renforcer les articulations des territoires, organisations et acteurs sociaux qui cherchent à se renforcer face aux pouvoirs étatiques et aux entreprises transnationales. Ces espaces s'interposent entre le local, y compris le pays-État, et le mondial en montrant un chemin de passage vers l'architecture proprement mondiale de l'avenir.

III.

Les acteurs, leurs relations, leurs contradictions

1. Les transnationales

Ce sont elles les acteurs qui se déploient principalement à l'échelle mondiale. Les entreprises financières, industrielles, commerciales, de l'information et des technologies sont celles qui configurent le modèle non seulement de production et de consommation mais aussi le mode de vie et la civilisation qui est à la base des crises actuelles.

Face aux transnationales il ne s'agit donc pas de se limiter à proposer une régulation. Il est nécessaire de mettre en pratique un contrôle citoyen et démocratique. Mais étant donné l'énorme pouvoir qu'elles ont accumulé, il est impossible qu'un seul acteur puisse exercer ce contrôle. Il faut un contrôle de l'État à l'échelle nationale, de l'ONU à l'échelle internationale, ainsi que des acteurs sociaux à l'échelle des territoires. Il existe par ailleurs des relations fluides entre les transnationales et les États, surtout des grandes puissances. Le Forum de Davos, par exemple, constitue un espace qui depuis plusieurs années crée des articulations entre les transnationales et les instances gouvernementales.

Pour réussir un contrôle efficace des transnationales, la clé est donc l'articulation entre tous ces acteurs. Mais dans ce contexte les forums multi-stakeholders ne doivent pas être une instance de légitimation du pouvoir des transnationales. Il faut inventer et construire des structures qui articulent les institutions et les organisations du local au mondial où l'on pourrait effectivement contrôler le pouvoir des transnationales. Lorsque l'on prétend mettre en œuvre des régulations, les questions de légitimité et de crédibilité deviennent centrales. En ce sens, une question fondamentale reste en suspens : la construction d'un droit international dont le pouvoir soit suffisant pour être contraignant, car si le droit international existe bien, il lui manque dans les faits ce pouvoir suffisant.

2. L'État

L'État comme entité régulatrice et organisatrice de la société, au-delà de ses limites, subit les attaques des pouvoirs transnationaux cachés, économiques et politiques, cherchant à le diminuer alors que les peuples continuent à le voir et à le défendre comme un instrument de régulation de ces pouvoirs qui garantit les droits citoyens. Par conséquent, il ne convient pas de promouvoir des propositions antiétatiques. Un État qui respecte les droits des citoyens est une condition de l'institutionnalité démocratique du pouvoir.

Néanmoins, il faut repenser la notion de l'État-nation dans un territoire donné. Aujourd'hui dans de nombreux États, le lien direct État-nation ne reflète plus la diversité ethnique et culturelle des peuples et nous voyons surgir de plus en plus fréquemment la notion d'État Plurinational qui, dans certains pays, est même inscrite dans les Constitutions. Il est évident que les flux migratoires, commerciaux, de l'internet... dépassent les limites territoriales des États et il faut penser à une déterritorialisation du rôle de l'État, une tâche difficile au vu du poids historique des frontières.

L'État joue aujourd'hui un rôle ambivalent. Il est nécessaire avant tout pour la régulation de la gouvernance dans l'espace national, mais même là il s'éloigne de la démocratie de proximité et, à l'échelle mondiale, ce n'est pas l'instrument qui convienne le mieux pour répondre aux défis mondiaux. Les États sont aussi des institutions en dispute et il faut les orienter vers une gouvernance démocratique et efficace. En tout cas, et vue dans une perspective à moyen et à long terme, la forme d'État, qui a joué un rôle important par exemple pendant la phase de décolonisation, se dilue déjà et il est indispensable de penser à sa transformation.

Dans la dialectique entre la Société et l'État, la question de la participation et de la représentation est centrale. On sait que les systèmes de représentation ne correspondent pas aux exigences d'une participation active. La priorité est de favoriser la participation en mettant en œuvre des systèmes d'information transparents et des mécanismes de consultation ouverts pour assurer une prise de décision efficace. Mais il s'agit d'aller plus au fond des choses. Il est nécessaire de radicaliser la démocratie, autant celle des institutions étatiques que celle de la société dans son ensemble.

Ainsi, en repensant de nouvelles institutions politiques, l'État et les systèmes de représentation se transformeront progressivement. Cela représente un défi historique, puisque nous assistons à une crise de la légitimité des élites. La crise de la démocratie actuelle est avant tout une remise en question des élites et de la manière dont elles se sont construites au fil de l'histoire. Les mouvements de protestation dans plusieurs pays contre le système des partis politiques sont avant tout l'expression de la remise en question des élites. Mais au-delà de ces remises en question, ce qu'il nous faut c'est d'inventer de nouveaux systèmes d'organisation des systèmes politiques dont les principaux protagonistes seraient les citoyens – permettant ainsi d'approfondir la démocratie – les responsables seraient légitimes et les institutions seraient transparentes et efficaces. Il ne s'agit pas seulement d'une question de génie politique. Il s'agit de quelque chose de plus profond, lié aux fondements éthiques capables de soutenir les nouveaux modes de vie en société dans des civilisations orientées vers la vie et la soutenabilité de la planète qui sont nécessaires en ces débuts du troisième millénaire.

Le rôle de l'ONU

Face à l'ONU, trois visions seraient possibles :

- l'une affirme que l'ONU est ce que l'on a déjà, qu'il ne faut pas trop la critiquer et que ce qui conviendrait le mieux serait de la réformer en récupérant le rôle qu'elle avait joué, par exemple, à l'époque de la décolonisation suite à la seconde guerre mondiale du 20^e siècle ;
- une autre vision constate que l'ONU ne répond pas aux défis actuels, que cela ne vaut pas la peine d'essayer de la réformer et qu'avec elle, on ira nulle part ;
- une troisième postule que, bien que l'ONU ne réussisse pas à affronter les problèmes actuels de manière efficace, il ne convient pas de la laisser de côté et qu'il est nécessaire de soutenir les efforts de la réformer pour la rendre plus démocratique, sans prétendre à une transformation rapide des institutions interétatiques. En ce sens, tout ce qui viserait à augmenter les espaces de la société civile dans le système de l'ONU en renforçant ou en créant de nouvelles instances de participation pour les ONG

en soulignant leur rôle dans la prise de décision, au-delà de la simple consultation, tout ce que l'on pourrait faire pour avancer dans la réforme du Conseil de sécurité, en supprimant le système du veto, sera positif.

En tout cas, l'ONU, à l'instar des États, précisément parce qu'il s'agit d'une structure interétatique, fait partie de ce qui commence à vieillir et il est nécessaire de construire de nouvelles institutions qui renouvellent l'architecture de la gouvernance mondiale. Dans ce contexte, l'ONU aussi est un espace de dispute.

Dans l'espace des grands organismes qui tentent actuellement de réguler la gouvernance mondiale, il y a deux grands groupes d'acteurs :

- les ensembles géopolitiques – les G8, G20, OCDE et BRIC – qui s'auto-attribuent le pouvoir et sont les acteurs les plus puissants, sans que tous suivent les mêmes politiques face aux crises actuelles ;
- l'ONU et les conférences intergouvernementales.

Les ensembles géopolitiques, principalement le G8, soutenu selon les cas par le FMI et l'OTAN, délégitiment le rôle de l'ONU et imposent leurs politiques au niveau mondial. Néanmoins, la profondeur des crises et leur rythme récurrent montrent l'incapacité de ces acteurs à les surmonter. C'est pour cela que les espaces et les occasions pour construire une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale restent en vigueur à condition que les citoyens, les peuples, leurs organisations, leurs mouvements et leurs réseaux soient capables de les disputer et d'en bénéficier. C'est là, sans aucun doute, que réside un des défis les plus exigeants de l'époque actuelle.

En vue de Rio+20, plusieurs propositions d'adaptation ou d'innovation du système de l'ONU sont en circulation. Certains pays et ONG postulent un Organisation mondiale de l'environnement directement liée au Secrétaire Général qui regrouperait et renforcerait les rôles du PNUE et du PNUD et faciliterait l'articulation entre les diverses agences de l'ONU, les grandes ONG et les grandes entreprises liées à l'ONU. D'autres considèrent qu'il faudrait un Conseil mondial de l'environnement avec un rang similaire à celui du Conseil de sécurité. D'autres encore insistent qu'il faut élargir et démocratiser les instances existantes en incorporant dans le système onusien, systématiquement et avec des droits élargis, d'autres acteurs, tels que les ONG et les entreprises, à côté des gouvernements.

Toute réforme du système actuel pour l'adapter aux défis présents est bienvenue. Cependant, il ne faut pas espérer que seule une réforme du système actuel de l'ONU, aussi consensuelle et efficace soit-elle, ce qui est loin d'être

assuré, sera capable de répondre à la hauteur des défis. Il est probable que dans 10 ou 20 ans, lorsqu'il s'agira d'évaluer l'état de la planète, on constate encore une fois la distance entre ce qui a été dit et ce qui a été fait.

Bien que dans les cercles de certains gouvernements et quelques grandes ONG on place de l'espoir dans ces réformes, les exigences d'une radicalisation de la démocratie demandent des changements plus profonds que les réformes des systèmes institutionnels de l'ONU. L'invention des systèmes politiques des nouvelles démocraties émergentes devient au 21^e siècle une nécessité historique. Ce défi fait appel à l'imagination et à la réflexion pour que, comme dans les époques de changement historique que toutes les civilisations ont traversées, aujourd'hui en ces débuts du 21^e siècle nous, citoyens et peuples, inventions les nouveaux instruments sociaux et politiques capables de potentialiser les énergies nécessaires pour résoudre les problèmes profonds de l'époque actuelle.

La Chine

Parmi les grands acteurs, la Chine mérite une mention spéciale. Il faut repenser l'architecture d'une nouvelle gouvernance mondiale au regard de ce qui se passe en Chine et de la place que la Chine occupe dans l'espace mondial. Nous nous trouvons devant un géant qui est en train de générer une nouvelle dynamique à caractère expansionniste et qui en même temps se base sur un système économique et politique d'une grande injustice. Certains ouvriers, principalement des migrants, y vivent dans des conditions d'exploitation extrême. Les changements dans ce pays sont très rapides et certains Chinois manifestent un sentiment contradictoire du fait qu'ils ne peuvent pas les affronter ou les orienter vers un système différent de celui basé sur l'exploitation et l'oppression de son propre peuple, ainsi que d'autres peuples et des richesses d'autres régions.

Les Chinois, conscients des engrenages pervers que porte en lui le modèle de croissance capitaliste autoritaire dans lequel ils sont immergés et de son impact sur les autres régions du monde, font des efforts pour diminuer la pollution et l'effet de serre (en appliquant dans leurs politiques économiques des mécanismes tels que l'écologie circulaire ou l'écologie industrielle). D'un autre côté, de son propre point de vue, la Chine n'a pas une marge de manœuvre absolue pour prendre des décisions car elle est obligée de prendre en compte les autres gouvernements ; par exemple, quand elle voulait réduire sa production de carbone polluant, les pays européens et nord-américains ont exigé le maintien des quotas dont ils avaient besoin de la Chine, au risque d'aggraver les problèmes énergétiques et environnementaux. Il y a là

une responsabilité de ceux qui attendent et exigent de la Chine un comportement économique et financier déterminé. En tout cas, la stabilité et la croissance de la Chine n'est pas uniquement une question économique, c'est une question vitale pour la stabilité du système de ce pays-continent.

Un autre processus qui se développe fortement, non seulement en Chine et en Asie, mais aussi dans d'autres régions du sud de la planète, est la forte et imparable croissance des villes. La tendance montre que la population de la planète sera majoritairement urbaine et que la majorité des grandes villes se trouveront en Chine et en Asie. Le défi est alors de développer des politiques territoriales, non seulement dans les espaces ruraux (qui restent importants, même en Chine, en Inde et dans plusieurs pays du sud), mais aussi dans les espaces urbains afin de construire et de reconstruire des villes soutenables avec de nouveaux systèmes de transport, de construction écologique du logement, avec des relations fluides entre les lieux de travail et de résidence et, surtout, qui favorisent les rapports d'échange entre habitants et voisins.

Dans ces processus macroéconomiques et géopolitiques qui semblent dépasser les efforts d'un dialogue fructueux entre les peuples, dans les échanges entre les Chinois et les citoyens d'autres régions, ce qui nous sépare ce ne sont pas les identités culturelles mais les politiques expansionnistes de ceux qui détiennent le pouvoir. Susciter et organiser des dialogues directs entre citoyens chinois et citoyens du monde est par conséquent une proposition clé pour concevoir et construire une nouvelle gouvernance sociale, politique et interculturelle qui ouvre progressivement des espaces pour de nouvelles voix et de nouveaux piliers d'une architecture solidaire de la gouvernance.

3. Les personnes, les communautés, la société civile et une nouvelle relation avec la nature

Un troisième acteur dans l'architecture de la gouvernance correspond à un ensemble complexe de sujets divers où s'articulent, pas toujours de manière harmonieuse (et au contraire souvent conflictuelle), les personnes, les communautés, les organisations de la dénommée société civile et la nature, conçue également comme sujet.

Quand on parle d'acteurs de la gouvernance, on pense habituellement à un triangle : État - Société Civile -

Entreprise. Il faut y ajouter un quatrième angle : celui de la communauté, qui n'est pas la même chose que la société civile.

Communauté renvoie principalement à la notion d'identité, tandis que société civile renvoie principalement à la notion de citoyenneté. Il faut alors repenser la relation entre communauté et société civile pour construire des alliances et mettre au jour les désaccords, par exemple entre les droits des femmes et les logiques communautaires qui ne correspondent pas forcément à ces droits.

Dans cette phase de transition, les sujets sociaux sont extrêmement divers. Les englober sous des notions générales telles que société civile, mouvements sociaux ou communautés ethniques ou territoriales peut occulter la grande diversité qui les caractérise. Les mouvements féministes ont marqué les luttes pour l'émancipation sociale depuis le début des années 50. Divers courants de jeunes, à différentes étapes, ont constitué des vagues de renouvellement social et culturel. Aujourd'hui nous assistons à une nouvelle vague avec à sa tête des jeunes qui renouvellent les luttes pour un monde plus juste. Bien que les contextes géopolitiques puissent être aussi divers que ceux de la Tunisie, l'Égypte, l'Espagne, la Grèce, les États-Unis, le Chili et la Colombie, entre autres pays, dans tous et d'autres encore, les jeunes jouent un rôle leader. De même, les mouvements des peuples indigènes et paysans continuent à jouer un rôle de premier plan dans de nombreux pays d'Amérique du sud, d'Afrique et d'Asie. Les migrants constituent aussi de véritables vagues de mouvements sociaux qui se déplacent à l'intérieur des continents et entre eux, provoquant des changements sociaux et économiques considérables malgré les restrictions et violations de leurs droits. D'autres mouvements sociaux, surtout à caractère culturel, religieux ou artistique, sont en train de configurer de manière puissante les modes de vie, de manière diffuse et sans se cristalliser en institutions ou organisations déterminées.

Cette diversité peut constituer une force. Elle peut aussi représenter une faiblesse en entravant les liens nécessaires à la formation de vastes forces sociales et politiques. Concevoir et construire de nouvelles organisations sociales, politiques, culturelles capables de canaliser les énergies de ces acteurs et mouvements, en consolidant en même temps la diversité dont elles sont porteuses, est peut-être un des défis les plus importants du moment. La transition historique dans laquelle est entrée l'humanité ne pourra avancer vers de nouvelles formes de vie soutenable, solidaire et pacifique que si de grandes majorités d'acteurs et de mouvements sociaux réussissent à construire de nouvelles institutions politiques, sociales et culturelles où les citoyens puissent exercer,

individuellement et collectivement, leurs droits et leurs responsabilités dans des sociétés pleinement démocratiques. Les principales organisations sociales et politiques des siècles derniers, notamment les partis politiques et les syndicats, restent et resteront certainement des instruments importants des systèmes démocratiques. Néanmoins, le renouveau des dites organisations et les articulations et alliances entre tous les acteurs et mouvements sociaux sont des conditions indispensables pour les changements profonds nécessités.

4. Les territoires

Nous assistons à la « revanche » des territoires, oubliés jusqu'à il y a peu de temps dans les engrenages macro-économiques et macro-politiques de l'architecture du pouvoir mondial. Il est évident aujourd'hui que la nouvelle architecture de la gouvernance doit passer par une revalorisation des territoires. Mais leurs contours restent encore incertains : où se trouve le territoire ? dans le quartier ? l'arrondissement ? Quelle est la dimension des territoires urbains, des localités rurales ? Le pays est-il un territoire, quelle que soit sa superficie ? Existe-t-il des territoires continentaux, tels que l'Europe, l'Amérique du sud, le sous-continent indien... ? Après tout, le monde entier n'est-il pas un territoire ?

En tout cas, il existe déjà quelques réponses pertinentes. Il s'agit d'articuler les échelles et les niveaux de gouvernance, sachant qu'il ne s'agit pas de forcer les relations en prétendant que les relations entre les différents niveaux sont nécessairement harmonieuses. Les tensions entre les niveaux sont souvent plus importantes que les articulations. La subsidiarité active n'est pas un principe automatique. Il est nécessaire de la construire par le moyen d'instances de dispute mais aussi de consensus.

Il convient ici de souligner un pilier fondamental de la nouvelle architecture du pouvoir mondial. Il s'agit de localiser et de territorialiser le plus possible l'économie et le pouvoir puisque la citoyenneté se réalise pleinement dans un *territoire citoyen*. C'est en prenant pour base l'interdépendance du local et du mondial que le principe de subsidiarité est fondamental. Considérons, par exemple, la question climatique. De toute évidence il s'agit d'une question planétaire qui nécessite une gouvernance mondiale. Cependant, elle ne fonctionnera pas sans un compromis effectif de la citoyenneté dans ses territoires. Ainsi, le territoire et l'unité spécifique de la relation entre la société et la nature ; c'est là que l'on peut réussir une symbiose où s'exprime socialement la soutenabilité de la planète étant donné la diversité complexe de la nature elle-même.

En repensant et en revalorisant le rôle des territoires, et des peuples qui y habitent, il est nécessaire de définir le rapport entre les territoires et la gestion des biens communs. Les peuples et les communautés revendiquent, en toute légitimité, leur souveraineté sur les biens communs des territoires qu'ils habitent. De fait, ce que l'on a pu préserver de la voracité des transnationales et autres entreprises prédatrices en sauvegardant des biens communs précieux tels que la biodiversité dans les forêts, les mers, les lacs... a été possible grâce à la résistance et la sagesse des peuples ancestraux, qui ont fait du soin de la biodiversité un des piliers fondamentaux de leurs modes de vie et de leur rapport avec la nature. Ce qui importe est que ce soin ne soit pas accaparé par des logiques de propriété privée ou collective qui impliquent un privilège à l'exclusion d'autres peuples et territoires voisins ou lointains.

Il s'agit ici d'un point complexe qui nécessite de prendre de la hauteur dans la réflexion. Il est évident qu'il ne faut pas délimiter les forêts, les lacs, les fleuves, les montagnes, les steppes avec des frontières étatiques ou d'appartenance liée au fait de les habiter. De même, on ne peut pas, on ne doit pas, évidemment, encadrer les ressources souterraines et l'air dans des frontières. Le problème est que la notion de propriété capitaliste s'est imposée au-dessus de celle de la souveraineté des peuples sur leurs territoires. En outre, il ne faut comprendre la souveraineté comme un privilège mais comme une responsabilité au service de la soutenabilité de la vie et de la planète. Il y a ici une question de gouvernance locale et mondiale qui nécessite d'être repensée pour respecter la souveraineté des peuples sur les territoires qu'ils habitent et assurer, en même temps, que les biens présents dans les dits territoires soient gérés en tant que biens communs de toute l'humanité.

Ce qui est clair est que la construction d'une nouvelle architecture doit privilégier les mécanismes du bas vers le haut, sans prendre pour acquis que les groupements régionaux existants comme Mercosur, l'ASEAN, l'Union européenne, l'Union africaine, Unasur..., construits principalement sur des accords interétatiques, sont les formes définitives de régulation des accords régionaux commerciaux ou politiques. Les forums sociaux et les assemblées citoyennes, par exemple, constituent des formes d'articulation entre territoires aux échelles locales, à l'intérieur des pays, et aux échelles régionales, sous-continentales, voire même multirégionales ou multi-continentales. Néanmoins, une articulation des territoires, des sociétés civiles, des communautés et des personnes à l'échelle mondiale reste encore un horizon que l'on entrevoit, mais qui se reste au-delà des réussites de ces dernières décennies des dynamiques citoyennes dans diverses régions du monde. Les tâches nécessaires pour renforcer la construction sociale des territoires et les démocratiser restent d'actualité.

5. Les pouvoirs cachés

Dans les efforts de construction d'une nouvelle architecture de la gouvernance il ne faut pas oublier les pouvoirs cachés, à savoir, ceux qui ne sont ni légaux ni légitimes ou qui agissent en dehors de leur légalité et légitimité et envahissent les autres espaces, tels que le crime organisé et les réseaux de trafic de stupéfiants, d'armes et de personnes. D'autres pouvoirs cachés pèsent lourdement sur les rapports de pouvoir comme les médias, souvent liés aux entreprises transnationales et à des institutions à caractère idéologique.

Les pouvoirs cachés constituent également un univers complexe avec des ramifications économiques, sociales et militaires qui conditionnent les processus de construction d'une architecture soutenable et responsable de la gouvernance. Quand les instances démocratiques de régulation sont fragiles, le pouvoir des pouvoirs cachés grandit. Dévoiler, neutraliser, réguler, abolir ces pouvoirs cachés, tout cela doit aussi faire l'objet d'une tâche située explicitement dans les priorités de la construction d'une gouvernance mondiale responsable et solidaire. Autrement, ces tentatives seront constamment sabotées par les pratiques antidémocratiques, corrompues et criminelles de ces pouvoirs.

Il faut accompagner le processus de construction d'une nouvelle gouvernance avec un processus conduisant à une société démilitarisée. Le militarisme est le propre du système patriarcal et ne doit pas régir les relations entre les États et les peuples. Mais face à l'aggravation des crises actuelles et dans les périodes de changement de civilisation, les guerres et les oppressions endommagent irréparablement la vie et la planète. Pour cette raison, dans le processus de transition vers des sociétés démilitarisées, il faut mettre en œuvre des mécanismes de réforme des forces armées et de sécurité des peuples, qui sont les premières victimes dans les conflits.

CONCLUSION

Que devons-nous faire?

Parfois, face à la cruauté de la guerre, au dépérissement des valeurs de solidarité qui provoque une modernité basée sur la consommation tous azimuts, aux inégalités sociales croissantes, à la corruption, aux mafias, aux catastrophes naturelles, on peut être saisi d'un sentiment d'impuissance. Mais, en dépit des obstacles actuels, nous pouvons contribuer à bâtir une nouvelle architecture du pouvoir, juste et démocratique. Nous savons déjà que l'avenir est incertain et que fort probablement il sera différent de ce que nous imaginons ou rêvons. Mais nous avons assumé la responsabilité de contribuer à bâtir une communauté mondiale responsable, plurielle et solidaire où le système de gouvernance mondiale que nous aurons contribué à construire sera un outil essentiel.

Désormais, nous devons faire un nouveau pas en avant. Nous devons contribuer à avancer des propositions viables, socialement et politiquement, pour sortir de l'impasse actuelle. Une nouvelle génération des propositions devrait non seulement évaluer la viabilité des propositions que nous avons identifiées et en dégager de nouvelles. Elle devra aussi comporter les éléments de leur mise en œuvre en montrant les alliances sociales, politiques, culturelles nécessaires pour bâtir la gouvernance juste et démocratique dont notre monde a profondément besoin.

www.gouvernance-mondiale.org



Ce cahier est publié avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer

 Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme